



Identification : PM / B25-00753-MD

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : MD

PROJET DE MARCHÉ

PROJET INVICTUS - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU
BATIMENT INVICTUS
LOT 4 : COUVERTURE BAC - ETANCHEITE

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	02/2024	M. DERUELLE	F. PUJOL	A. VUIGNIER



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX

Marché n°: 4001XXXXXX / XXXXX

Objet : Projet INVICTUS – Travaux de construction du bâtiment INVICTUS
Lot 4 : Couverture Bac - Etanchéité

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

**À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSMISSIONNAIRE**

..... (nom de la société), Société..... (Forme de la société : SAS, SA...), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de,

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "les Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

En cas de candidature en groupement

**À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE**

Le Groupement Momentané d'Entreprise **(Solidaire ou Conjoint)**, composé comme suit :

..... **(nom de la société), 1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(Forme de la société : SAS, SA...), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... **(nom de la société), 2^{ème} cotraitant**, Société..... **(Forme de la société : SAS, SA...)**,
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

Et,

..... **(nom de la société), 3^{ème} cotraitant**, Société..... **(Forme de la société : SAS, SA...)**,
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par
....., agissant en qualité de,

ET,

..... **(Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.)**

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "les Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	7
ARTICLE 3	Nature et etendue du marché	7
3.1	Tranche ferme	7
3.2	Tranche optionnelle	8
3.3	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	8
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	8
4.1	Modalités de levée de la tranche optionnelle	8
4.2	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP	8
4.2.1	Expression du besoin	8
4.2.2	Offre du Titulaire	8
4.2.3	Signature de la FDMDP	9
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Détails des prix	10
5.1.1	Tranche ferme	10
5.1.2	Tranche optionnelle	10
5.1.3	Prestations sur FDMDP	10
5.2	Révision des prix	11
ARTICLE 6	Paiement du prix	12
6.1	Termes de paiement	12
6.1.1	Tranche ferme	12
6.1.2	Tranche optionnelle	12
6.1.3	Prestations sur FDMDP	12
6.1.4	Révision de prix	12
6.2	Retenue de garantie	13
6.3	Modalités de prélèvement et de remboursement de la retenue de garantie	13
6.4	Modalités de facturation	13
6.5	Régime fiscal	15
ARTICLE 7	Durée et délai	15
7.1	Durée de validité du marché	15
7.2	Délais globaux d'exécution des prestations	15
7.3	Délais d'exécution propres à chaque lot pour la tranche optionnelle	16
7.4	Délais spécifiques	16
ARTICLE 8	Pénalités	16
8.1	Retard sur les délais contractuels	16
8.2	Absence ou retard aux réunions de suivi d'exécution	16
8.3	Non-respect des obligations en matière de sécurité des biens et des personnes	16
8.4	Répétition inacceptable de refus du même livrable	16
8.5	Contrôle de l'insertion sociale	17
8.6	Contrôle des exigences environnementales	17
8.7	Autres	17

ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	18
9.1	Insertion sociale.....	18
9.1.1	Les publics visés.....	18
9.1.2	Les modalités de mise en œuvre	18
9.1.3	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion	19
9.1.4	Les modalités de contrôle.....	19
9.2	Arrêts de chantier	19
9.2.1	Généralités	19
9.2.2	Arrêts programmés.....	19
9.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	19
9.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire.....	20
9.2.5	Reprise des travaux.....	20
9.3	Suspension de marché.....	20
9.4	Interlocuteurs	21
9.5	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale	21
ARTICLE 10	Gestion des modifications	21
ARTICLE 11	Sous-traitance.....	22
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement	22
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle	23
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	24
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations	26
ANNEXE 3	: Retenue de garantie	28
ANNEXE 4	: Relevé d'heures mensuel – Clause d'insertion	31

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations du lot n°4- Couverture Bac - Etanchéité dans le cadre du projet INVICTUS - opération de construction du bâtiment d'enseignement théorique, Bâtiment n°699 « INVICTUS », sur le site de Marcoule.

Le marché concerne le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA), Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service Support Technique et Logistique (STL), Groupe Travaux Projet Patrimoine (GTPP).

Intervenants principaux de la réalisation :

Maîtrise d'Ouvrage :	CEA Centre de Marcoule - BP 17171 30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex
Maîtrise d'œuvre :	Groupement AC2 SUD – Arnaud CESAR & Camille PINET Architectes - PG Concept – 2CIS Mandataire AC2i Sud 1110 Chemin de Sommelonge - 26 290 DONZERE Téléphone : 04-75-92-53-87
Contrôle Technique :	Bureau Alpes Contrôles - Agence de Nîmes Immeuble Ellipsis - 125 rue de l'Hostellerie 30900 NIMES Téléphone : 04 66 38 95 60
Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :	Socotec Construction - Agence Construction Nîmes 184 rue Philippe Maupas - 30000 NIMES Téléphone : 04 66 28 83 61

Les prestations objet du présent Marché font partie d'un ensemble de prestations concourant à la réalisation dans le cadre du projet INVICTUS, des travaux de construction du bâtiment 699 INVICTUS afin de créer un espace d'enseignement théorique allotis en 14 marchés :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Gros-Œuvre
- Lot 3 : Charpente métallique
- **Lot 4 : Couverture Bac - Etanchéité (le présent marché)**
- Lot 5 : Menuiseries Extérieures
- Lot 6 : Cloisons - Doublages – faux-plafonds
- Lot 7 : Menuiseries Intérieures
- Lot 8 : Revêtements de sols et de Murs
- Lot 9 : Peintures
- Lot 10 : Electricité – Courants forts – Courants Faibles
- Lot 11 : Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaires
- Lot 12 : Mobilier
- Lot 13 : Informatique (optionnel)
- Lot 14 : Gardiennage

La réalisation des prestations objet du présent Marché implique des interfaces avec les titulaires de ces autres marchés.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent lot à savoir CCTP lot 4- Couverture Bac – Etanchéité, affaire 060324C ou référencé C23021CCTP080, ses annexes ainsi que les documents associés complété du Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) référencé C23021CCTP001 au dernier indice 10 jours avant la date de remise de l'offre, ses annexes ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le CCTP et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans les CCTP visés à l'article 2 supra.

Le périmètre des prestations attendues au titre du présent marché couvre ainsi :

3.1 TRANCHE FERME

La tranche ferme comprend notamment les prestations :

- Plans d'exécution
- Procédure Site Prévention de la sécurité

- PPSPS et visite de sécurité

Les prestations et les livrables attendus au titre de la tranche ferme sont détaillés au CCTP du lot concerné cité à l'article 2 supra.

3.2 TRANCHE OPTIONNELLE

La tranche optionnelle comprend notamment les prestations :

- Toiture bac étanché
- Etanchéité sur toiture béton
- Couvertines
- Solins et contre-solins
- Etanchéité liquide sur casquette béton
- Le suivi des documents d'exécution et leur mise à jour, les DOE et DIUO

Les prestations et les livrables attendus au titre de la tranche optionnelle sont détaillés au CCTP du lot concerné cité à l'article 2 supra.

3.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES DE LEVEE DE LA TRANCHE OPTIONNELLE

La tranche optionnelle visée à l'article 3.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 15 jours.

Dans le cas où la tranche optionnelle ne serait pas levée par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.3 supra, les prestations seront engagées comme suit :

4.2.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.2.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.1.3 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.3 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.2.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.3 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature. Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.
- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à €HT (CE du « mois 0 ») ainsi décomposé :

- Montant de la tranche ferme : €HT,
- Montant de la tranche optionnelle : €HT,
- Montant plafond sur devis préalables €HT.

5.1 DETAILS DES PRIX

5.1.1 Tranche ferme

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT
Soit, en toutes lettres :

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

5.1.2 Tranche optionnelle

Le prix des prestations optionnelles du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT
Soit, en toutes lettres :

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

5.1.3 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		..... € HT	..... € HT

(*) : Base 7,8 h/j

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

Coefficient de peines et soins

..... %

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.1 supra sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (.....), ce mois est appelé « mois zéro ».

À RENSEIGNER PAR LE SOUSMISSIONNAIRE

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à compter de la date anniversaire de l'enclenchement du marché selon les modalités définies ci-après :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,15 + 0,85 \times \left(0,50 \times \frac{BT\ 49}{BT49_0} + 0,50 \times \frac{BT\ 53}{BT53_0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre

Nom de l'indice	Intitulé de l'index/indice et n° d'identifiant	Dates
BT49 ₀	Index « BT49 » publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001710981.	Mois de remise de l'offre (<i>mois 0</i>)
BT49		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.

Nom de l'indice	Intitulé de l'index/indice et n° d'identifiant	Dates
BT53 ₀	Index « BT53 » publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001710985.	Mois de remise de l'offre (<i>mois 0</i>)
BT53		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100 les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

6.1.1 Tranche ferme

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, conformément à l'échéancier suivant :

- 95 % du montant de la tranche ferme du marché sur situation d'avancement des prestations dûment constatés par le CEA
- 5% du montant de la tranche ferme du marché au titre de la retenue de garantie.

6.1.2 Tranche optionnelle

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, conformément à l'échéancier suivant :

- 10% à la levée de la tranche
- 70% du montant de la tranche optionnelle du marché sur situation d'avancement des prestations dûment constatés par le CEA,
- 5% du montant de la tranche optionnelle du marché après acceptation par le CEA du DOE
- 10% du montant de la tranche optionnelle du marché à la réception
- 5% du montant de la tranche optionnelle du marché au titre de la retenue de garantie.

6.1.3 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

6.1.4 Révision de prix

Les termes de paiement définis supra s'entendent en prix non révisés (CE du « mois 0 »).

La révision de prix fait l'objet d'une ligne spécifique dans les factures émises par le Titulaire. Cette ligne indique le montant résultant du produit du taux de révision de prix accepté par le CEA dans les conditions de l'article 5.2 supra au montant total des prestations soumis à cette révision.

6.2 RETENUE DE GARANTIE

Au titre du présent marché, il est prévu une retenue de garantie à la charge du Titulaire. Celle-ci a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, les dysfonctionnements ou malfaçons formulés pendant le délai de garantie.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant HT de la tranche ferme, augmentés le cas échéant du montant des modifications contractualisées (par FDMDP ou par avenant) et des options levées en cours d'exécution.

Toutefois, une caution bancaire pourra être établie, selon le formulaire en annexe 3 du présent marché, en substitution de la retenue de garantie, ou de la garantie à première demande, le cas échéant. Cette garantie de substitution est constituée pour le montant total HT du marché y compris les modifications en cours d'exécution. Le montant de la garantie de substitution ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement momentané d'entreprises solidaire (GMES), la garantie de substitution est fournie par le mandataire pour le montant total HT du marché.

6.3 MODALITES DE PRELEVEMENT ET DE REMBOURSEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie fait l'objet de termes de paiement définis à l'article 6.1 du marché.

Néanmoins la retenue de garantie pourra être réglée en intégralité, contre remise d'une caution personnelle et solidaire de même montant, ou d'une garantie à première demande. La main levée de la caution ou de la garantie à 1^{ère} demande interviendra à l'expiration du délai de garantie prévu au présent marché, si les réserves ont bien été levées.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des dysfonctionnements ou des malfaçons ont été notifiés au Titulaire pendant le délai de garantie et s'ils n'ont pas été levés avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date effective de leur levée.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

6.4 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: VRH-C,
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: VRH-C,
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.5 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

7.1 DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter **de la notification du marché.**

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

7.2 DELAIS GLOBAUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour les délais infra :

T0 = date de la réunion d'enclenchement du marché

T1 = date du début de la tranche optionnelle

 **Délai global d'exécution des prestations pour l'ensemble des lots**

Le délai global comprend :

- Le délai de réalisation de la tranche ferme qui est de 2 mois et débute à compter de l'enclenchement (T0)
- Le délai de réalisation de la tranche optionnelle qui est de 12 mois et débute à T1

T1 sera fixé par le CEA dans le courrier de levée de tranche optionnelle selon les modalités prévues à l'article 4.1 supra.

La date prévisionnelle de la réunion d'enclenchement est fixée au : 03/03/2025
La date prévisionnelle du début de la tranche optionnelle est fixée au : 01/04/2025

7.3 DELAIS D'EXECUTION PROPRES A CHAQUE LOT POUR LA TRANCHE OPTIONNELLE

Les délais d'exécution propres à chaque lot sont fixés par le calendrier détaillé d'exécution, élaboré par le MOE au titre de sa mission d'OPC à partir des plannings d'exécutions remis par chaque Titulaire à T0 + 1 mois.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

7.4 DELAIS SPECIFIQUES

Chaque FDMDP fixe les délais d'exécution auxquelles elle se rapporte. A défaut de précision, le délai d'exécution n'est pas impacté.

ARTICLE 8 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit.

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché complété et révisé comprenant le montant de la tranche ferme, de la tranche optionnelle levée et des OS/FDMDP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées sont cumulables et ne sont ni restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

L'atteinte d'un plafond de pénalités est un motif, sur décision unilatérale du CEA, de résiliation du Marché, sans indemnité pour le Titulaire.

8.1 RETARD SUR LES DELAIS CONTRACTUELS

Le non-respect par le Titulaire des délais visés à l'article 7 supra entraînera l'application de pénalités de retard fixées à : 100 € (CENT EUROS) par jour calendaire de retard.

8.2 ABSENCE OU RETARD AUX REUNIONS DE SUIVI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 21.4 des CGA l'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de suivi d'exécution (réunion de chantier) sera redevable des pénalités fixées à 100 € (CENT EUROS) par occurrence.

8.3 NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

Par dérogation à l'article 17 des CGA, la pénalité applicable par constat ou manquement unitaire est de 500 € (CINQ CENTS EUROS). Les autres dispositions de l'article 17 sont applicables.

8.4 REPETITION INACCEPTABLE DE REFUS DU MEME LIVRABLE

Le Titulaire s'est engagé à réaliser sa prestation avec le niveau de qualité attendu par le CEA.

Le CEA prévoit donc de sanctionner une répétition inacceptable de refus par le MOE du même livrable. Ainsi, au-delà de 2 refus d'un même livrable, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 1000 € (MILLE EUROS) par refus supplémentaire.

8.5 CONTROLE DE L'INSERTION SOCIALE

Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire constatées annuellement	40 € par heure non réalisée
Absence ou refus de transmission du bilan annuel à la date anniversaire du contrat	100 € par jour de retard
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure

Les pénalités relatives à l'insertion sociale sont des pénalités annuelles intermédiaires. Elles peuvent être restituables en fin de marché si les conditions auxquelles elles se rapportent ont été dûment remplies.

8.6 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le titulaire présentera dans une note à la fin des travaux et avant la réception, les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard
---	----------------------------

8.7 AUTRES

Niveau de la retenue calendaire ou forfaitaire	Montant ou pourcentage de marché correspondant
Niveau 1	50€ / jour calendaire ou 50€ par infraction
Niveau 2	100€ / jour calendaire ou 100€ par infraction
Niveau 3	300€/ jour calendaire ou 300€ par infraction

Manquements constatés	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Retard sur rendus d'études 1er indice et indices suivants prenant en compte l'ensemble des observations formulées. Pénalité applicable au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception du visa de la MOE (par document et par jour)		X	
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée (par jour calendaire)			X
Retard sur mise à jour des documents, suite avis suspendus du bureau de contrôle. Pénalité applicable au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception des avis du bureau de contrôle (par document et par jour)		X	
Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO ou du dossier de sécurité SSI par jour calendaire de dépassement du délai imparti pour cette tâche conformément au CCTC. Par jour calendaire			X
Non transmission des échantillons (par échantillon et par jour)	X		
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites (par infraction constatée).		X	
Pénalités pour non levée de réserves par réserve et par jour calendaire au-delà de la date indiquée pour la levée de la réserve.	X		

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 INSERTION SOCIALE

Le marché fait l'objet d'une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté conformément à l'article L. 2112-2 du CCP.

Le titulaire du présent marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

9.1.1 Les publics visés

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active, demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Chaque profil devra être validé en amont par le facilitateur avant tout début de prestation.

Toutefois le public visé doit satisfaire aux conditions d'accès du site de Marcoule.

9.1.2 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour le titulaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1^{ère} modalité : Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.**
- **2^{ème} modalité : La mise à disposition de salariés**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - D'une association intermédiaire (AI) ;
 - Ou d'une entreprise de travail temporaire ETT (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail).
- **3^{ème} modalité : L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché**

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Le volume minimum d'heures d'insertion à réaliser sur la durée du marché est de 35 heures sur la tranche optionnelle.

9.1.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, un dispositif d'accompagnement sera mis en place ultérieurement.

Contact : Coralie DUPIN – chargé de mission auprès du Directeur général des services
Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien
Tél. : 04.66.79.01.02
Mail : c.dupin@gardrhodanien.fr

9.1.4 Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

À cet effet, il produit chaque mois, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation (cf. Annexe 4). Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le maître d'ouvrage et le titulaire après notification du marché.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 8.5 du marché.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de non réalisation de la clause, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CGA du CEA de janvier 2022.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

9.2 ARRETS DE CHANTIER

9.2.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

9.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

9.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,

- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à 2 jours par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

**À RENSEIGNER PAR LE
SOUSSIONNAIRE**

Soit en toutes lettres :

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

9.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

9.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

9.3 SUSPENSION DE MARCHÉ

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée par suspension à :
 - En phase études : 5% du montant HT de la tranche ferme du marché,
 - En phase de réalisation : 1% du montant HT de la tranche optionnelle du marché,
- Concernant la part fournitures et matériels, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entrainera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de 10 jours ouvrés.

9.4 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

À RENSEIGNER PAR
LE
SOUSSIONNAIRE

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	VUIGNIER Alexandra, Cheffe de projet Tel : 04-66-79-62-67 Courriel : alexandra.vuignier@cea.fr	DERUELLE Marylise, Acheteur Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : marylise.deruelle@cea.fr
Pour le MOE	Groupement AC2I Sud / Arnaud CESAR & Camille PINET Architectes / PG Concept / 2CIS Mandataire : AC2i Sud BOISSY Maxime (AC2i Sud) Tel : 04-75-92-53-87 Courriel : contact@ac2i.pro	
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

9.5 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.3 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Conditions d'accès au site de Pierrelatte

L'accès au CEA Marcoule – Site de Pierrelatte étant réglementé, le Titulaire doit contacter, le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site de Pierrelatte.

ORANO / Etablissement de Pierrelatte
Groupe Accès Entreprises
BP16
26701 PIERRELATTE CEDEX
Tél. : 04.75.50.72.13
Fax : 04.75.50.71.47

3) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du marché. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

4) Modalités de livraison sur le site de Marcoule

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20 m³, ou si le colis est de dimensions supérieures à longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac comme le gaz notamment,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si la livraison concerne des colis froids à destination de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF). La DRF se situe à l'extérieur de la clôture lourde du Centre de Marcoule.
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :

Rouméas Services pour le compte du CEA Marcoule
Rue Louis Nell
Zone Industrielle de L'Ardoise
30290 L'ARDOISE

Tél : 04 66 33 76 84

Mail : MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc...
Le déchargement est à la charge du livreur.

Attention, concernant les livraisons pour le site de Pierrelatte, seuls les colis en provenance de pays tiers transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule.

5) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : RETENUE DE GARANTIE

CAUTION BANCAIRE — en remplacement de retenue de garantie *(A établir sur papier à en-tête de l'établissement financier)*

A - Identification du bénéficiaire de la caution, du titulaire du marché et de l'établissement financier apportant sa caution

Bénéficiaire de la caution : Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA),..... *(indiquer l'adresse du centre du CEA)* ou toute entité le substituant, Représenté par M., en qualité de :

Titulaire du Marché :

SA. au capital de :

Numéro d'immatriculation RCS Dont le siège social est à :

Représenté par M., en qualité de :

Etablissement financier apportant sa caution :

Dont le siège social est à :

Représenté par M. en qualité de :

Objet du Marché :

Référence et date du Marché :

Date prévue pour la réception

B – Engagement

1. L'Etablissement financier déclare se porter caution personnelle et solidaire du Titulaire du Marché référence en remplacement et pour le montant de la retenue de garantie de ... % prévue dans l'article dudit Marché, pour un montant de *(indiquer la devise) (en chiffres et en lettres).*

2. L'engagement de caution couvre toutes les créances que le CEA sera amené à détenir en application des dispositions du Marché référence, dans la limite du montant de la retenue de garantie et pendant le délai de garantie prévu dans le Marché.

3. Lorsque la ou les créances du CEA seront exigibles, celui-ci adresse tous justificatifs par Lettre recommandée avec Avis de réception à l'Etablissement financier. Tous les frais et droits auxquels le présent engagement ou son exécution donneront lieu seront acquittés par l'Etablissement financier qui s'y oblige.

4. Toutes les sommes dues par le Titulaire du Marché référence et dont l'origine serait antérieure à la réception par le CEA de la notification de dénonciation seront garanties par le présent engagement.

5. L'Etablissement financier renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

6. Le présent engagement prendra effet le, et ce pour une durée de..... *(mois ou années).* Cet engagement sera prolongé en cas de notification par le CEA de son opposition à la mainlevée motivée par l'inexécution des obligations du Titulaire.

Fait à, le

Signature de l'Etablissement financier :

(Faire précéder la signature de la formule manuscrite suivante « bon pour caution solidaire et indivisible à hauteur de (devise) (en chiffres et en lettres) en principal, intérêts, frais et accessoires).

Modèle de GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

(Remplaçant la retenue de garantie en application des articles R. 2191-36 et R. 2391-25 du code de la commande publique)

A. – Identification de la personne publique qui passe le marché, du titulaire du marché et de la personne qui apporte sa garantie

Personne publique qui passe le marché (nom, adresse, direction, sous-direction, bureau, télécopie, téléphone, courriel) :

Titulaire du marché (dénomination et adresse) :

Organisme apportant sa garantie (dénomination et adresse) :

Objet du marché :

Numéro et date du marché :

Date (indicative) prévue pour la réception :

Montant garanti (qui ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie (1) que la présente garantie remplace) :

Le présent engagement correspond (2) :

- ☐ A la garantie du marché de base ;
- ☐ A un complément de garantie au titre de l'avenant n°

B. – Engagement

Je m'engage à payer à première demande, dans la limite du montant garanti, les sommes que la personne publique pourrait demander pour couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception par mes services d'un dossier comportant la photocopie des pièces suivantes :

1. Si l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire : jugement prononçant la liquidation judiciaire ou prononçant le redressement judiciaire et ne permettant pas à l'entreprise de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

2. Autres cas :

- Mise en demeure au titulaire d'exécuter les travaux ou services ou de livrer les fournitures, ou références de l'article du marché dispensant la personne publique de cette mise en demeure ;
- Certificat administratif indiquant que les travaux ou services n'ont pas été exécutés ou les fournitures livrées malgré l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure ;
- Décision de mise en régie ou d'exécution aux frais et risques des travaux ou services ou des livraisons des fournitures concernées.

3. Pièce à fournir dans les cas 1 et 2 : certificat administratif indiquant le montant estimé, du fait des réserves formulées, du surcoût d'achèvement des travaux ou services ou des livraisons de fournitures. Le montant qui me sera réclamé ne pourra être supérieur au montant indiqué dans le certificat administratif sans pouvoir dépasser le montant garanti. Je procéderai au paiement dès lors que j'aurai reçu l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus sans soulever aucune contestation quant à leur contenu.

Les sommes payées resteront acquises à la personne publique quel que soit le motif d'inexécution des travaux ou services ou des livraisons des fournitures, même en cas de force majeure, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire, mon engagement étant autonome par rapport aux éventuelles dettes de ce dernier.

La présente garantie prendra fin dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 et R. 2391-25 du code de la commande publique.

Par ailleurs, je certifie avoir été agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le droit français est seul applicable au présent engagement ; les tribunaux français sont seuls compétents.

A....., le

Signature du représentant de l'organisme apportant sa garantie

PROJET

ANNEXE 4 : RELEVÉ D'HEURES MENSUEL – CLAUSE D'INSERTION

RELEVÉ D'HEURES MENSUEL ENTREPRISE - CLAUSE INSERTION PROFESSIONNELLE

⊙ ENTREPRISE:

⊙ MOIS :

⊙ ANNEE :

En fonction du mode de recrutement retenu, merci de nous communiquer les éléments suivants:

☐ **Embauche directe par l'entreprise**: les heures réalisées par le salarié à l'aide du tableau ci-dessous / une copie du contrat de travail / le planning d'alternance s'il s'agit d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

☐ **Sous traitance Entreprise d'insertion**: les heures, ainsi que le ou les contrats de travail nous seront transmis par l'entreprise sous - traitante retenue. Il vous est possible d'utiliser le tableau ci-dessous pour nous informer directement de l'ensemble des heures réalisées.

☐ **Recours à la Mise à disposition**: les heures réalisées par les salariés mis à disposition et les contrats de travail nous seront transmis par la structure d'Insertion retenue. Il vous est possible d'utiliser le tableau ci-dessous pour nous informer directement de l'ensemble des heures réalisées.

LES ZONES GRISEES CORRESPONDENT A DES LISTES DEROULANTES - ELEMENT DE REPONSE A SELECTIONNER

Merci de nous transmettre cette fiche au plus tard en début de mois suivant la réalisation des heures, à l'adresse suivante: a.rguez@gardrhodanien.fr

NOM ET PRENOM	MODALITE D'INTEGRATION	NB HEURES MENSUEL	NB HEURES DE FORMATION SI CONTRAT EN ALTERNANCE	NOM DU CHANTIER	COMMENTAIRES (absence maladie, jour férié, autre...)
TOTAL MENSUEL		0	0		

FAIT A:
LE:
SIGNATURE ET
CACHET: